

# Crise sanitaire, précarité, antisexisme : face au recteur, SUD éducation Créteil défend les droits des personnels

## Antisexisme

SUD éducation Créteil revendique depuis longtemps l'application de la circulaire du 9 mars 2018 dans l'académie par des modalités de prévention des violences sexistes et sexuelles et d'accueil et d'accompagnement des victimes. Grâce à un travail intersyndical conséquent, le recteur a fini par accepter l'organisation d'une audience intersyndicale sur ces questions et l'organisation d'un groupe de travail spécifique. Nous communiquerons les suites bientôt. Les comportements sexistes sont bien sûr une réalité, et le recteur en a fait une nouvelle fois la démonstration à ce CTA, en sortant de ses gonds face à une représentant de la FSU qui lui demandait simplement de la considérer comme ses collègues masculins et de ne pas l'interrompre. SUD éducation Créteil apporte évidemment tout son soutien à la collègues de la FSU.

## AESH

SUD éducation Créteil revendique l'amélioration des conditions de travail et salariales des AESH. Celles-ci doivent passer par la création d'emplois statutaires ! Les besoins en AESH sont en constante augmentation : +13% pour la Seine-Saint-Denis depuis le début de l'année. Cela montre que du point de vue des personnels comme du point de vue des élèves concernés, la situation actuelle n'est pas vivable. Le rectorat a annoncé l'entame d'un travail sur les rémunérations, avec l'organisation prochaine d'un groupe de travail auquel participera SUD éducation Créteil. Mais nous savons d'ores et déjà que ce travail se fera dans le cadre de la grille indiciaire nationale, qui est beaucoup trop faible ! C'est inacceptable !

## Prime ZEP en lycée

Les collègues de lycées anciennement classés dans l'éducation prioritaire (ZEP ou ECLAIR), ont continué à toucher, depuis la réforme de 2014, la prime ZEP au titre d'une mesure conservatoire. En ce mois de septembre, ils et elles ont pu constater sur leur fiche de paie la disparition de la prime. Au cours du CTA, la secrétaire adjointe a indiqué que cela serait remplacé, pour cette année, par le versement dès novembre d'une IMP pour les enseignant-e-s exerçant dans ces lycées, l'inconnue étant de savoir si les enseignant-e-s nommé-e-s cette année seraient concerné-e-s ou non.

«CE QUE J'AI APPRIS À DIRE AVEC LA CRISE SANITAIRE, C'EST «JE NE SAIS PAS»»

DANIEL AUVERLOT, RECTEUR

## Crise sanitaire

La crise sanitaire n'était même pas à l'ordre du jour d'un CTA portant sur le «bilan de rentrée». C'est tout un symbole de la politique de l'autruche à laquelle se livre l'Éducation nationale à toutes les échelles dans cette période compliquée. En CTA, SUD éducation Créteil a mis les pieds dans le plats en disant qu'on ne peut pas faire comme si il ne se passait rien dans le pays en terme de restrictions liées à la crise sanitaire. Bien sûr, l'objectif est pour nous que les élèves aillent à l'école, mais les personnels comme les familles doivent avoir des éléments d'anticipation en cas de nouvelles fermetures, pour ne pas revivre la situation anxiogène de mars dernier ! La réponse du recteur : «On ne va pas envisager des situations qui ne se produiront peut-être pas». En clair, on improvisera. Sur des questions précises, comme l'équipement en informatique des élèves, le recteur a répondu qu'en cas de fermeture, les services identifieraient les besoins des familles et mettraient à disposition du matériel en 24 à 48h. On peut raisonnablement en douter... Pour SUD éducation Créteil, il faut cesser immédiatement avec ce mépris et donner aux personnels et aux familles des éléments d'anticipation clairs.

Union syndicale  
Solidaires  
SUD Créteil  
Education